

# 100 JOURS

d'actions et de solidarité

PRÉSIDENTIE COMORIENNE

DU CONSEIL DE LA COI



COMMISSION DE  
L'Océan Indien



Ministère des Affaires étrangères et  
de la Coopération internationale de  
l'Union des Comores / Présidence du  
Conseil des ministres de la COI

**Préambule**.....4

**La COI en bref**.....5

**Aperçu des projets en cours et en instruction (2020 – 2025)**.....6

**Covid-19 : la réponse de la COI**.....9

**Conseil extraordinaire des ministres**.....13

**Modernisation de la COI**.....16

**Entrepreneuriat et coopération commerciale : un nouveau projet COI-UE opérationnel fin 2020**.....18

**Employabilité des jeunes et économie bleue**.....19

Consultations pour un projet  
**« Paix, stabilité et gouvernance »**.....20

**Hamada Madi : un mandat centré sur la sécurité**.....21

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne à travers le projet INCA. Son contenu relève de la seule responsabilité des auteurs et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.



*Cette publication a été réalisée par l'unité de communication du Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien en collaboration avec le bureau de l'Officier permanent de liaison du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de l'Union des Comores.*

© COI, juillet 2020



**SOUEF Mohamed El-Amine,**

Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de l'Union des Comores, chargé de la Diaspora, président du Conseil des ministres de la COI

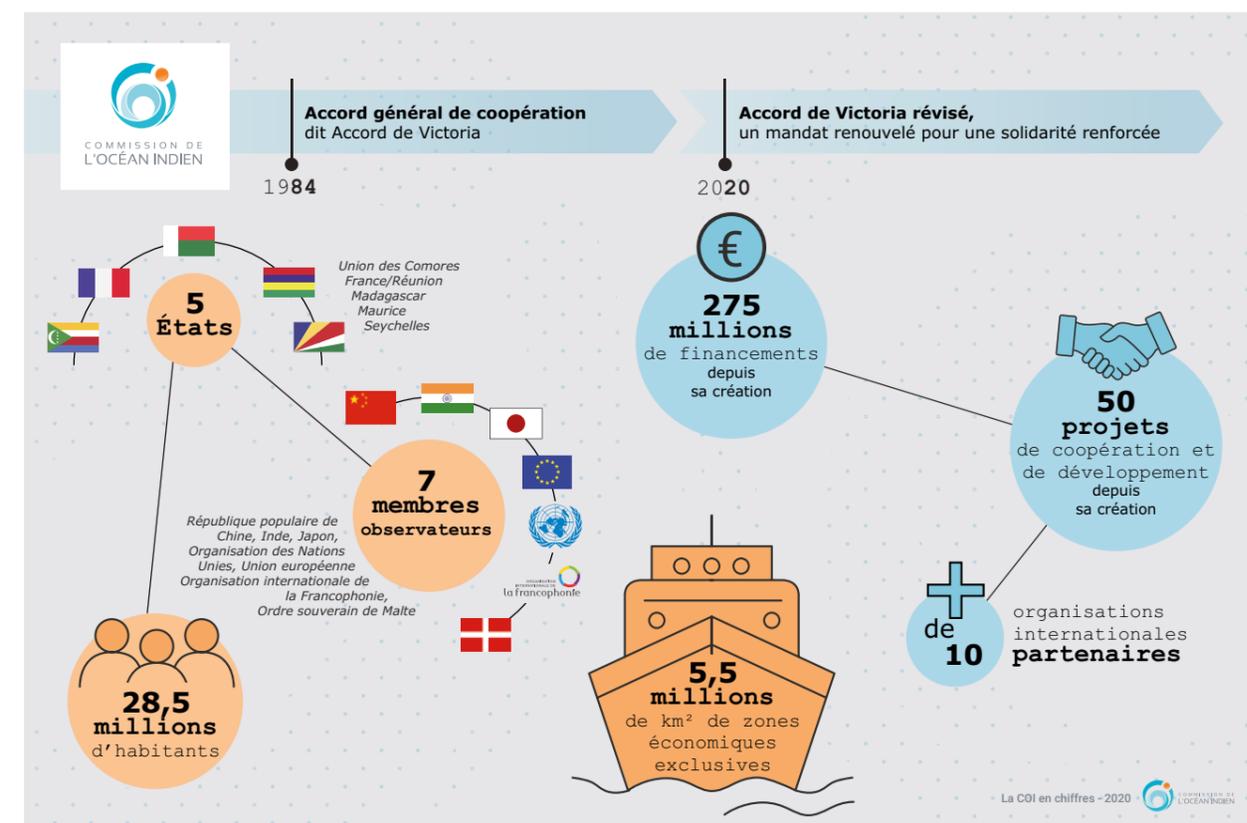
Depuis le 6 mars 2020, l'Union des Comores assure la présidence tournante de l'organisation. C'est une fierté et plus encore une responsabilité de porter la coopération régionale au bénéfice de tous. En tant que président du Conseil des ministres de la COI, j'entends contribuer activement au renforcement de l'organisation pour qu'elle puisse toujours mieux répondre aux enjeux de développement durable mais aussi aux défis immédiats de l'Indianocéanie.

C'est dans ce sens que j'ai sollicité le Secrétariat général de la COI pour une réponse forte, adaptée et rapide contre la pandémie de Covid-19. Le Secrétariat général de la COI, en étroite concertation avec la présidence comorienne du Conseil, a ainsi développé un plan de riposte et obtenu de l'Agence française de développement un soutien additionnel permettant l'achat d'équipements et de matériels au bénéfice de nos États. Dans le même temps, à l'occasion d'un Conseil extraordinaire des ministres de la COI, le 5 juin 2020, nous avons mandaté la COI pour qu'elle élabore un plan de relance régional post-Covid.

Depuis la retraite ministérielle de Moroni sur l'avenir de la COI, temps fort de notre histoire institutionnelle récente, les États membres travaillent activement à la modernisation institutionnelle et fonctionnelle de notre organisation. C'est un chantier important qui permettra d'amplifier notre action collective, de diversifier nos partenariats et d'accéder à des financements nouveaux pour la mise en œuvre de projets de coopération. À cet égard, je tiens à souligner l'appui apprécié de l'Union européenne, qui à travers le projet INCA (renforcement des capacités institutionnelles), accompagne cette évolution qualitative de la COI qui a abouti, entre autre, à l'élaboration de l'Accord de Victoria révisé et à la révision des textes d'application qui encadrent notre coopération.

La COI est utile. Elle porte une action de proximité. Elle est un catalyseur, l'outil premier de notre solidarité. Ce livret témoigne de la volonté de l'Union des Comores d'accompagner un saut qualitatif pour des résultats probants, visibles et pérennes dès les 100 premiers jours de sa présidence du Conseil de la COI. C'est mon engagement.

Créée en 1982, la Commission de l'océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale qui regroupe cinq États membres : l'Union des Comores, la France au titre de La Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles. Seule organisation régionale d'Afrique composée exclusivement d'îles, elle défend les spécificités de ses États membres sur les scènes continentale et internationale. Bénéficiant du soutien actif d'une dizaine de partenaires internationaux, la COI donne corps à la solidarité régionale à travers des projets de coopération couvrant un large éventail de secteurs (climat, énergies durables, santé, pêches, sécurité maritime et alimentaire, connectivité, stabilité, culture, etc.). Cette expérience accumulée au fil des projets fait aujourd'hui de la COI un acteur incontournable disposant d'une expertise reconnue dans de nombreux domaines du développement durable. Sollicitée sur plusieurs fronts, la COI anime depuis plus de trente ans l'action collective d'une région, l'Indianocéanie, vulnérable par nature et ambitieuse par choix.



Depuis le 6 mars 2020, le chef de la diplomatie comorienne, S.E.M. Souef Mohamed El-Amine, assure la présidence tournante du Conseil des ministres de la COI pour une année.

# APERÇU DES PROJETS EN COURS ET EN INSTRUCTION

2020 – 2025

Projet	Secteur	Bailleur	ODD
<b>BRIO</b> Building Resilience in Indian Ocean	Météorologie : formation, amélioration des capacités nationales / régionales de simulation climatiques, services climatiques	AFD Adapt'Action METEO FRANCE	4 EDUCATION DE QUALITE 13 MESURES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
<b>EcoFish</b>	Pêches durables, surveillance et contrôle des pêches	European Union	1 PAS DE PAUVRETE 2 FAIM «ZERO» 8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE 9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE 12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES 14 VIE AQUATIQUE
<b>Entrepreneuriat et coopération commerciale</b>	Entrepreneuriat, commerce, PME dirigées par des femmes et des jeunes / portant des solutions écologiques	European Union	1 PAS DE PAUVRETE 5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES 8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE 9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE 11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES 12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
<b>ExpLOI</b> Expédition plastique océan Indien	Lutte contre la pollution marine et côtière, économie circulaire, éducation à l'environnement	AFD FEM	4 EDUCATION DE QUALITE 10 INÉGALITÉS RÉDUITES 11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES 12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES 14 VIE AQUATIQUE 15 VIE TERRESTRE
<b>GMES&amp;Africa</b>	Suivi de l'environnement marin et côtier grâce aux services et technologies d'observation de la Terre	European Union	10 INÉGALITÉS RÉDUITES 13 MESURES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 14 VIE AQUATIQUE
<b>Hydromet</b>	Météorologie et modélisation climatique, renforcement des réseaux / services de prévision climatiques, météorologiques et hydrologiques	AFD European Union GREEN CLIMATE FUND	11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES 13 MESURES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
<b>INCA</b>	Renforcement des capacités institutionnelles de la COI	European Union	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

<b>PRESAN</b>	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	FAO IFAD Investing in rural people	2 FAIM «ZERO» 3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES 8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE 12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
<b>Intra-ACP AMCC+</b>	Renforcement des capacités de négociations climatiques et de mise en œuvre des engagements de l'Accord de Paris sur le climat	European Union	10 INÉGALITÉS RÉDUITES 13 MESURES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
<b>RECOS</b> Résilience côtière	Résilience des populations littorales et des écosystèmes face aux effets du changement climatique, aménagements côtiers (solutions fondées sur la nature), coopération scientifique	AFD FEM	1 PAS DE PAUVRETE 10 INÉGALITÉS RÉDUITES 11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES 13 MESURES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 14 VIE AQUATIQUE 15 VIE TERRESTRE
<b>Réseau SEGA-One Health</b> Projet RSIE 3	Santé publique, veille sanitaire, gestion des alertes, riposte	AFD	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE
<b>MASE</b> sécurité maritime	Renforcement des capacités régionales d'échanges d'information maritime et d'intervention en mer (coordination opérationnelle)	European Union	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
<b>Sécurité alimentaire</b>	Développement agricole, agroécologie, appel à projets	European Union	2 FAIM «ZERO» 12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES 13 MESURES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
<b>Sécurité portuaire et sûreté en mer</b>	Contrôle et surveillance du commerce maritime, renforcement des systèmes de contrôle et de répression, partage d'informations	European Union	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
<b>SWIOFISH 1</b>	Gouvernance régionale des pêches, mise en œuvre des directives / règlements régionaux et internationaux, observation des pêches	BANQUE MONDIALE	2 FAIM «ZERO» 14 VIE AQUATIQUE 16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
<b>SWIOFISH 2</b>	Professionnalisation de la pêche artisanale, amélioration de la gestion de la pêche thonière en appui à la CTOI, économie bleue et circulaire dans les îles d'Afrique et de l'océan Indien	BANQUE MONDIALE	1 PAS DE PAUVRETE 2 FAIM «ZERO» 8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE 10 INÉGALITÉS RÉDUITES 12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES 14 VIE AQUATIQUE



1

Au-delà de ces projets, la COI intervient aussi dans les domaines suivants :

**la promotion des intérêts insulaires**  
plaidoyer dans les fora internationaux pour un traitement spécifique, négociation avec la communauté des bailleurs, accès facilité aux financements internationaux... ;

**la connectivité numérique**  
à travers l'accompagnement du projet METISS initié par la COI : câble internet très haut débit porté par 6 opérateurs des télécommunications reliant Maurice, La Réunion, Madagascar à la haute bande passante internationale. Mise en opération fin 2020 pour une capacité de 24 téraoctets ;

**la gouvernance**  
faisabilité d'un projet « paix et stabilité » ;

**la gestion des déchets ;**

**la culture**  
prix Indianocéanie, préfaisabilité d'un projet sur les industries culturelles et créatives ;

**les migrations**  
lien avec les thématiques santé, climat, travail... ;

**le genre**  
promotion de l'entrepreneuriat féminin, de l'engagement politique des femmes, du rôle des femmes pour le développement durable.



2



3



4

1. Le navire câblé Teliri installe le câble METISS à Maurice
2. Salon Made in Femmes soutenu par la COI
3. La COI a conduit une étude sur la valorisation des déchets
4. La lauréate du prix Indianocéanie 2019 entourée du Secrétaire général de la COI et de la représentante de l'OIF.

## COVID-19 :

### LA RÉPONSE DE LA COI

L'Agence française de développement (AFD) a accordé un nouveau don de 2 millions d'euros à la COI en faveur du Réseau de Surveillance des épidémies et de gestion des alertes (SEGA-One Health) de la COI. Ce don, vient se rajouter au montant initial du projet RSIE 3 qui s'élève désormais à 10 millions d'euros.

Ce financement de l'AFD permet à la COI de mettre en œuvre son plan de riposte face au Covid-19 élaboré en concertation avec la présidence comorienne du Conseil des ministres de l'organisation. Pour rappel, la COI a mis en œuvre, dès la mi-février, un premier plan d'urgence, élaboré à la suite des réunions du Comité technique régional du réseau SEGA-One Health aux Comores. Le plan d'urgence a été soutenu par l'AFD à hauteur de 500 000 € du budget du projet RSIE 3 de la COI.

Le plan de la COI, d'un montant total de 4,5 millions € (soit 2,5 millions € du projet RSIE3 et 2 millions € additionnels de l'initiative « Santé en commun » de l'AFD) couvre les Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles. Ce plan est adapté aux besoins des États. En clair, la COI remettra aux services sanitaires des États membres des équipements, matériels et médicaments, renforcera les capacités de diagnostic ou encore contribuera à la sensibilisation auprès des populations. Le plan de riposte mobilisera également la Plateforme d'intervention régionale de l'océan Indien de la Croix-Rouge (PIROI) et l'Institut Pasteur de Madagascar, entre autres.

### Le réseau SEGA-One Health, c'est quoi ?

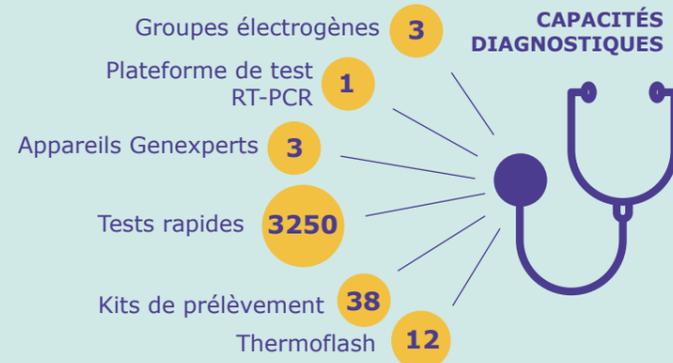
Soutenu par l'AFD à travers le projet RSIE 3 et coordonné par l'Unité de veille sanitaire de la COI, il réunit 250 professionnels de santé humaine et animale des États membres. Le réseau SEGA-One Health met en œuvre le concept « Une seule santé » de l'Organisation mondiale de la santé qui lie santé humaine, santé animale et impacts du changement climatique. L'UVS-COI anime ce réseau de veille sanitaire et le mobilise en tant que de besoin pour des actions sur le terrain en réponse à des situations épidémiques.

Avec ce plan de riposte, la présidence du Conseil des ministres de la COI témoigne de sa volonté à accompagner l'organisation régionale sur le front de la lutte régionale contre la pandémie de Covid-19. Lors du Conseil extraordinaire des ministres de la COI tenu par visioconférence le 5 juin 2020, le représentant de l'AFD a indiqué l'accord de principe de l'agence pour la prise en charge de l'acheminement des équipements et matériels commandés par la COI vers les États membres.



#SantéEnCommun

## UNION DES COMORES



## MAURICE



**+ SENSIBILISATION**  
Appui à la campagne nationale

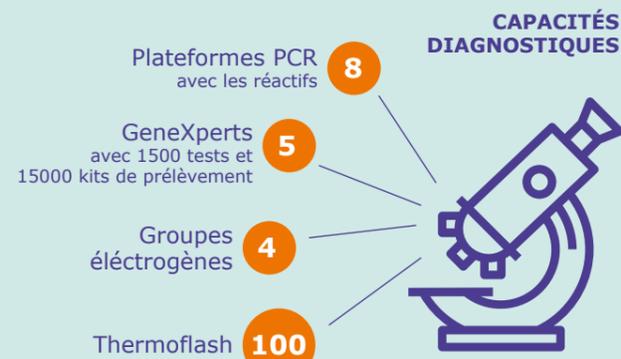
**Masques** 2100  
**Surblouses** 2500  
**Équipements de haute protection individuelle** 2000

**ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION**

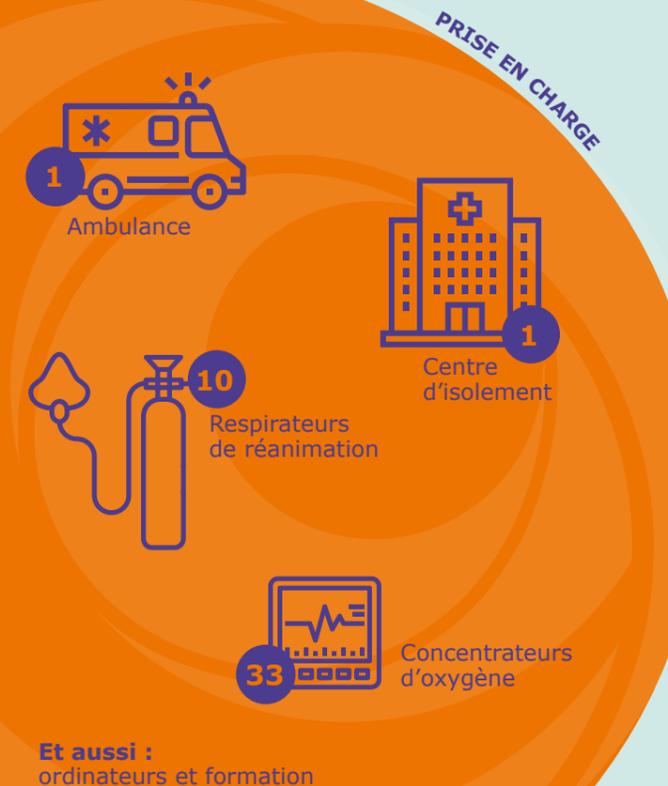


**Masques** 37500  
**Blouses** 1000  
**Surblouses** 7500  
**Paires de bottes** 3500  
**Lunettes de protection** 2400  
**Équipements de protection complets** 340

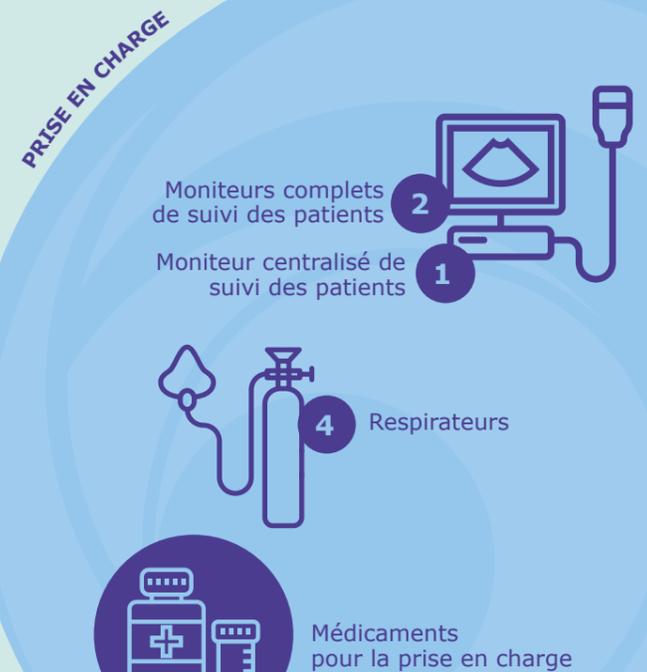
**5000 Masques**  
**5000 Blouses**  
**47 100 MASQUES**  
**62 500 BLOUSES ET SURBLOUSES**  
**3 500 PAIRES DE BOTTES**  
**10 900 LUNETTES et VISIÈRES de protection**  
**2 590 ÉQUIPEMENTS de protection**  
**25000 Surblouses**  
**5000 Lunettes**  
**250 Équipements de protection individuelle**  
**2500 Masques**  
**16500 Surblouses**  
**5000 Blouses**  
**3500 Visières de protection**



## MADAGASCAR



## SEYCHELLES





Remise de la caméra thermique par M. Imam Abdillah, OPL des Comores auprès de la COI

### Don d'une caméra thermique aux Comores

Afin d'aider les Comores à lutter contre le Covid-19, la COI a remis, le 18 mai 2020, au Gouvernement comorien, une caméra thermique médicale dotée de tablette d'une valeur de 30 500 €. Ce don s'inscrit dans le plan d'urgence initial de la COI. La remise a été faite par M. Imam Abdillah, Officier permanent de liaison de la COI et président en exercice du Comité des OPL, à M. Jean Youssef, Secrétaire général du ministère de la Santé. Ce matériel, installé par l'OMS Comores le 24 juin à l'aéroport Prince Saïd Ibrahim, renforce les capacités de surveillance aux frontières.

Aux Comores, ce renforcement de la surveillance aux frontières avec des dispositifs de contrôle de température permettra de détecter précocement tout cas importé et de prendre les mesures adéquates pour maîtriser la propagation du virus sur le territoire national. Étant un archipel, les mouvements des personnes entre les îles de l'Union des Comores continuent et, avec le flux des passagers, le risque de la propagation du virus est élevé.

La remise de ce matériel a coïncidé avec le déploiement aux Comores, du Dr Alain Rakotoarisoa, médecin - épidémiologiste de l'UVS-COI, par le vol spécialement affrété par le gouvernement comorien pour rapatrier de Maurice les ressortissants nationaux le 16 mai 2020. Le Dr Rakotoarisoa vient renforcer les équipes sur place pour lutter contre le Covid-19. Il aura comme mission d'apporter un appui ciblé au ministère de la Santé dans l'organisation, le renforcement et le fonctionnement du système national de surveillance épidémiologique et de riposte. Son appui portera sur le Covid-19 mais aussi les autres épidémies, dont la dengue, conformément à l'approche One Health liant la santé humaine, santé animale et santé environnementale.

À la suite d'une demande du ministère comorien de la Santé à l'UVS-COI, la République de Maurice a aussi mis à la disposition de l'Union des Comores des tests de diagnostic rapide (TDRS).

### Solidarité Comores - Madagascar

Le 2 mai 2020, S.E.M. Azali Assoumani, président de l'Union des Comores, et S.E.M. Andry Rajoelina, ont eu un riche entretien, par visioconférence, portant sur l'expérience malgache dans la pharmacopée et les axes de coopération entre ces deux pays membres de la COI contre le Covid-19. À cet égard, le chef de l'État comorien a félicité son homologue malgache des recherches ayant conduit à la production du « Covid-Organics ». À la suite de cet entretien au plus haut niveau, les ministres des Affaires étrangères des deux pays, S.E.M. Souef Mohamed El-Amine, également président du Conseil des ministres de la COI, et S.E.M. Dr. Tehindrazanarivelo Djacoba A.S. Oliva, ont pris le relai pour convenir de l'acheminement d'un don des autorités malgasy comprenant un lot de « Covid-Organics », des doses de chloroquine et des masques chirurgicaux. À la mi-mai, ce matériel a ainsi été remis aux Comores lors d'une cérémonie officielle de remise en présence du chef de l'État comorien. Le groupe de télécommunications Telma a soutenu l'acheminement du matériel.



S.E.M. Azali Assoumani, président de l'Union des Comores, prenant livraison du don de la République malgasy © Beit Salam

Le Conseil des ministres de la COI s'est réuni en session extraordinaire le vendredi 5 juin 2020. Les travaux, présidés par le chef de la diplomatie comorienne, ont été ouverts par S.E.M. Azali Assoumani, président de l'Union des Comores. Au cœur de cette rencontre par visioconférence : la réponse régionale contre la pandémie de Covid-19.

### Réponse régionale en santé : le soutien des partenaires

Les membres du Conseil des ministres ont pris connaissance du plan d'urgence et du plan de riposte au bénéfice de ses États membres. La présidence comorienne du Conseil des ministres a donné une impulsion forte à ces plans et entretenu un dialogue étroit avec le Secrétariat général de la COI qui, à travers le réseau SEGA-One Health coordonné par l'UVS-COI, a élaboré et mis en œuvre une réponse régionale adaptée. L'AFD a soutenu ces plans à hauteur de 4,5 millions d'euros.

Ces financements conséquents mobilisés par la COI ont permis de répondre aux besoins de prévention, de contrôle et de ripostes des États membres. Des équipements médicaux, du matériel de contrôle et des médicaments ont été commandés. L'AFD appuiera l'acheminement des équipements dans les pays. De fait, les commandes passées par la COI au bénéfice des États seront livrées dans les prochaines semaines.

En complément de cet appui de l'AFD, l'Union européenne (UE) a également décidé d'apporter un soutien additionnel au réseau SEGA-One Health, preuve de la pertinence, de l'utilité et de l'efficacité du bras santé de la COI. L'ambassadeur de l'UE a ainsi annoncé la proposition de réallouer à cette fin 9,35 millions € des 16 millions d'euros destinés initialement à un projet de gestion des risques et désastres naturels. Ces ressources complémentaires permettront, entre autres, de :

- Faire une mise à niveau des systèmes de santé publique dans chaque État membre de la COI par rapport aux exigences de l'OMS ;
- Renforcer les capacités, les services et les systèmes de laboratoire en termes d'équipement, de tests et de formations.

« Au moment où l'ensemble de la planète reste fortement éprouvé par cette menace sans précédent, voudrais-je saluer la rapidité et la solidarité de nos États qui ont su prendre toutes les mesures urgentes pour contenir cette pandémie grâce aux initiatives prises dans chaque pays, renforcées par l'appui de nos partenaires, au premier rang desquels l'Agence française de développement. Cette redoutable pandémie a prouvé, encore une fois, que nos pays ont toujours su mutualiser leurs efforts pour démontrer que la solidarité dans notre région, est une réalité appelée à rayonner, au-delà de notre espace indianocéanique. [À cet égard], je crois profondément à la valeur ajoutée de la coopération régionale et de son principal instrument, la COI ».

**S.E.M. Azali Assoumani,**  
président de l'Union des Comores à l'ouverture des travaux  
du Conseil extraordinaire des ministres de la COI

## Plan de relance régional

À la demande des États membres, le Secrétariat général a donc proposé les grands axes d'un plan de relance régional. Parmi les axes proposés figurent :

- La **mise en place d'enquêtes régulières** de séroprévalence de l'infection de Covid-19 au sein de la population pour que les États membres puissent adapter leurs actions ;
- Une **étude d'impact socio-économique** de la pandémie de Covid-19 dans les pays, en ciblant les groupes sociaux vulnérables et les secteurs productifs ayant une dimension régionale ;
- Le **lancement ou la réactivation d'actions de coopération régionale** comme la reprise du Comité des aviations civiles des pays COI pour coordonner la relance de l'industrie du transport régional, des actions conjointes avec Cap Business océan Indien sur la base des besoins émanant des acteurs économiques, ou encore l'achat groupé d'équipements / produits stratégiques dont médicaments ;
- La **coopération avec la CNUCED** pour faciliter l'accès à des financements en soutien à la relance économique, l'annulation de la dette ou encore l'accès à des prêts à des taux préférentiels ;
- La **collaboration renforcée avec les agences des Nations unies** pour une coordination des mesures de résilience face aux impacts socioéconomiques du Covid ;
- La **coopération avec la SADC et le COMESA**, en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations et le Bureau international du travail, pour une évaluation de l'impact du Covid-19 sur la migration transfrontalière, le commerce régional et la réouverture des frontières en toute sécurité en tenant compte des besoins spécifiques des États insulaires ;
- Une **adaptation des projets en cours** pour une réponse ciblée et créative axés sur les résultats, notamment les projets « Entrepreneuriat et Coopération commerciale » et « Sécurité alimentaire » financés par l'UE ;
- Des **discussions avec les partenaires** pour apporter des soutiens ciblés aux filières pêches et à la gouvernance du secteur au niveau régional à travers les projets SWIOFISH 1 et 2 financés par la Banque mondiale et ECOFISH financé par l'UE ;

Le Secrétariat général est chargé de pousser la réflexion et de proposer un plan de relance en conséquence.

*« Notre réponse ne peut se limiter qu'à la santé. Il est aussi question de ralentissement économique, d'emplois menacés, de fragilités sociales exacerbées, de bouleversements sociétaux inédits »*

**Hamada Madi,**  
Secrétaire général de la COI.

## Covid-19 : le Conseil des ministres s'adapte

Covid oblige, la session extraordinaire du Conseil des ministres de la COI s'est tenue par visioconférence. Une quarantaine de personnes sur six territoires ont pris part aux travaux. Cette session extraordinaire a réuni :



- **À Moroni** (Comores), SEM Souef Mohamed El-Amine, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de l'Union des Comores et président en exercice du Conseil des ministres de la COI ;
- **À Antananarivo** (Madagascar), SEM Dr Djacoba A.S. Oliva Tehindrazanarivelo, ministre des Affaires étrangères de la République de Madagascar ;
- **À Victoria** (Seychelles), SEM Barry Faure, Secrétaire d'État auprès du Vice-président de la République des Seychelles ;
- **À Paris** (France), SEM Jean-Baptiste Lemoyne, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de la République française ;
- **À Ébène** (Maurice), SEM Hamada Madi, Secrétaire général de la COI.

Lynda Li-Mow-Sim, Conseillère régionale de La Réunion, Daniel Gonthier, vice-président du Département de La Réunion, Vincent Degert, Ambassadeur de l'UE, Marc Dubernet, directeur régional de l'AFD, et André Pouillès-Duplaix, directeur de l'AFD pour Maurice et les Seychelles, ont également participé à la rencontre.



S.E.M. Azali Assoumani, président de l'Union des Comores (à g.), et S.E.M. Souef Mohamed El-Amine, chef de la diplomatie comorienne, à l'ouverture du Conseil extraordinaire des ministres de la COI tenu par visioconférence le 5 juin 2020 © Beit Salam - présidence de l'Union des Comores.

## MODERNISATION DE LA COI



34<sup>ème</sup> Conseil des ministres de la COI le 6 mars 2020 aux Seychelles. Les membres du Conseil entourés des membres observateurs.

La présidence comorienne du Conseil de la COI fait de l'évolution institutionnelle et fonctionnelle de l'organisation l'une de ses priorités. En cela, le ministre Souef Mohamed El-Amine inscrit son action dans le droit fil de la Déclaration ministérielle de Moroni sur l'avenir de la COI et de l'Accord de Victoria révisé, texte fondateur actualisé de l'organisation adopté lors du

34<sup>ème</sup> Conseil des ministres de la COI aux Seychelles le 6 mars dernier. Et preuve de l'engagement du pays dans l'évolution institutionnelle de la COI, le président de l'Union des Comores, S.E.M. Azali Assoumani, s'est réjoui à l'ouverture des travaux du Conseil extraordinaire le 5 juin 2020 que

« [son] pays ait été le premier de nos États membres à ratifier, le 6 mai 2020, cette année l'Accord de Victoria révisé qui ouvre la voie à cet élan de modernisation » de la COI.

C'est dans ce sens que le président du Comité des Officiers permanents de liaison (COPL), M. Imam Abdillah, préside chaque semaine des ateliers de travail en visioconférence pour mettre à jour les textes d'application de l'Accord de Victoria révisé. Chaque semaine depuis le mois d'avril, les OPL des États membres, le comité de direction du Secrétariat général et l'équipe du projet INCA financé par l'UE, travaillent à l'actualisation des textes, notamment du règlement intérieur de l'organisation. Ce travail de fourmi dotera à terme la COI d'un ensemble de textes qui assurera une plus grande transparence, renforcera les contrôles, consolidera la responsabilité et conduira à une structure plus forte capable de gérer des financements croissants avec ses propres procédures. Ces consultations contribuent, de fait, au mouvement enclenché pour l'accréditation des 9 piliers de l'UE et auprès du Fonds vert pour le climat ouvrant la voie à des financements au bénéfice de l'action collective dans la région.

« [Après l'adoption de] la Déclaration de Moroni [d'août 2019] que je considère, après l'Accord de Victoria, comme le 2<sup>ème</sup> Acte Institutionnel de référence de notre Organisation, l'heure est à présent à l'action afin de traduire les visions en actes concrets et visibles sur le terrain. Des programmes et projets de la COI dans les domaines de la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire, l'économie bleue, les énergies renouvelables, la lutte contre les changements climatiques et la paix, stabilité et gouvernance, notamment, permettent de répondre à des préoccupations partagées à l'échelle internationale. »

**Souef Mohamed El-Amine**  
au 34<sup>ème</sup> Conseil des ministres de la COI

## Accord de Victoria : qu'est-ce qu'il y a de nouveau ?

C'est une boucle de l'histoire. En 1984, c'est aux Seychelles que la COI a été institutionnalisée à travers l'Accord général de coopération entre les États membres de la COI, dit « l'Accord de Victoria ». En 35 ans, la COI s'est muée en une organisation régionale de proximité qui intervient dans un large éventail de secteurs avec le soutien des partenaires au développement. Au regard de la pratique et de l'évolution de la COI, il est apparu nécessaire de moderniser l'Accord fondateur de 1984. C'est dans ce sens, et avec le soutien du projet INCA financé par l'UE, que les États membres de la COI ont décidé de moderniser l'Accord de Victoria. La signature de l'Accord de Victoria révisé a été le point d'orgue du 34<sup>ème</sup> Conseil des ministres de la COI.

**Le Sommet des chefs d'État et de gouvernement :** il devient un organe statutaire de l'organisation. Les chefs d'État et de gouvernement des États membres se rencontreront tous les 5 ans pour fixer le cap politique et stratégique de l'organisation. Ainsi, la politique régionale sera hissée au plus haut niveau des États.

**Missions de la COI :** les missions de la COI se sont élargies avec le temps pour répondre aux besoins des États membres. Le nouveau texte confirme l'importance de l'action régionale dans les champs d'intervention identifiés en 1984 (environnement, pêches, justice, culture) tout en citant de nouveaux secteurs comme la santé publique, la sécurité maritime ou encore la connectivité.

**Fonctionnement :** la fonction de Secrétaire général adjoint est créée afin de renforcer l'administration. Le mandat du Secrétaire général passe de 4 ans à 5 ans non-renouvelable.

**Conférences ministérielles thématiques / sectorielles :** inscription de rencontres ministérielles thématiques dans la structure COI permettant ainsi de mieux mobiliser les autorités nationales sectorielles pour répondre aux enjeux communs (santé, agriculture...)

**Observateurs :** confirmation de la création d'un statut d'observateur auprès de la COI avec des critères et modalités précisés.

## La retraite ministérielle de Moroni en bref

« Une COI renforcée pour écrire en lettres d'or la nouvelle histoire de l'océan Indien. »

C'est en ces termes que le président de l'Union des Comores, Azali Assoumani, avait résumé les travaux de la retraite ministérielle sur l'avenir de la COI qui s'est tenue à Moroni du 1<sup>er</sup> au 3 août 2019.

La retraite ministérielle de Moroni, présidée par Vincent Mériton, Vice-président des Seychelles et président du Conseil des ministres de la COI, a fixé le cap des réformes institutionnelles et fonctionnelles de l'organisation. L'impulsion politique renouvelée en faveur d'une action collective et solidaire incarnée par la COI a été consignée dans la « Déclaration de Moroni sur l'avenir de la COI » qui a ouvert la voie à la modernisation du texte fondateur, l'Accord de Victoria de 1984, et à un vaste chantier de mise à jour des textes, procédures et opérations de la COI.



Retraite ministérielle de Moroni, août 2019.

## ENTREPRENEURIAT ET COOPÉRATION COMMERCIALE :

un nouveau projet COI-UE opérationnel fin 2020

Hamada Madi, Secrétaire général de la COI, et Vincent Degert, ambassadeur de l'Union européenne, ont signé, à la clôture du 34<sup>ème</sup> Conseil des ministres de la COI le 6 mars 2020, la convention de financement d'un nouveau projet « Entrepreneuriat et Coopération commerciale ». Les activités du projet commenceront d'ici la fin de l'année 2020. Elles seront mises en œuvre par la Délégation de l'Union européenne à Maurice.



Entrepreneurs des Comores à la retraite ministérielle de Moroni, août 2019.

Ce projet, d'un montant de 8 millions € du 11<sup>ème</sup> Fonds européen de développement vise à promouvoir l'entrepreneuriat dans la région, notamment des femmes, à faciliter les échanges commerciaux dans la région et avec l'Europe et, in fine, d'améliorer la compétitivité régionale.

Ce projet se décline en trois axes :

**Création d'une Centre d'affaires européen** qui permettra de faire le pont entre les opérateurs de la région et de l'Union européenne facilitant ainsi les opportunités d'affaires

**Ligne de crédit de 3 millions €** ouverte aux PME de la région en ciblant prioritairement les femmes et jeunes entrepreneurs

**Renforcement des capacités** des femmes et des jeunes entrepreneurs

### COI-UE : face à la crise, pour l'avenir

*La pandémie de Covid-19 bouleverse le monde. Elle rappelle que la mondialisation est aussi celle des risques épidémiques. Elle rappelle surtout combien la santé est un bien précieux qui conditionne notre avenir. [...]*

*La seule réponse qui vaille est celle de la solidarité, de la transparence, de la coopération. En bref, celle de partenariats confiants. [...] Dans ce contexte de crise, [le] partenariat COI-UE doit démontrer son utilité concrète pour relever les défis posés par cette crise mondiale.*

*[...] C'est dans ce sens que l'UE et la COI entendent participer aux efforts de relance. En ciblant le tissu entrepreneurial des États membres de la COI, notre action commune visera à répondre aux difficultés des PME et entrepreneur(e)s accentuées à cause de la pandémie. Elle visera aussi à promouvoir l'innovation, la création d'emplois et de richesses, à soutenir les capacités d'opération à l'échelle régionale voire internationale, à améliorer leur compétitivité et ce, sous le prisme d'un développement authentiquement durable, responsable et résilient.*

*La Délégation de l'UE et le Secrétariat général de la COI ont donc décidé d'avancer rapidement dans la mise en œuvre effective du projet « Entrepreneuriat et coopération commerciale pour la région océan Indien » signé en mars dernier en marge du 34<sup>ème</sup> Conseil des ministres de la COI. Cet engagement dit notre volonté d'orienter nos actions en appui aux États membres de la COI dans cette période troublée.*

Extrait de la tribune conjointe de **Hamada Madi**, Secrétaire général de la COI, et **Vincent Degert**, Ambassadeur de l'UE

## EMPLOYABILITÉ DES JEUNES ET ÉCONOMIE BLEUE

Avec plus de 5,5 millions de km<sup>2</sup> de zones économiques exclusives, les États membres de la COI ont fait de l'économie bleue une nouvelle frontière du développement. L'organisation régionale a d'ailleurs élaboré un projet de plan d'action pour l'émergence d'une économie bleue porteuse d'innovation, génératrice de croissance et pourvoyeuse d'emplois.

Du 28 au 30 mai 2020, le président en exercice du COPL de la COI, Imam Abdillah, a animé un atelier de sensibilisation sur l'économie bleue et l'emploi des jeunes. Cette initiative a bénéficié du partenariat de l'Association des jeunes entrepreneurs comoriens ainsi que de l'appui de l'Organisation internationale du travail à travers le projet « Emploi et développement local intégré aux Comores ».

25 jeunes entrepreneurs et porteurs de projet des Comores ont participé à cet atelier qui s'inscrit dans une dynamique d'accompagnement à l'insertion des jeunes dans le marché du travail, notamment par la promotion de l'entrepreneuriat. Deux participants à l'atelier ont été primés grâce à la pertinence de leur business plan intégrant les notions de développement durable et d'économie bleue circulaire. Ils ont reçu chacun un kit de démarrage de projet.

Pour Imam Abdillah,

*« la pandémie de Covid-19 a fait prendre conscience à tous les pays du monde, les mérites d'une coopération bilatérale et multilatérale renforcée. Le monde, tel que nous l'avons connu jusqu'ici, fera face à de grands bouleversements, notamment socioéconomiques. L'Union des Comores doit se préparer à affronter un nouvel ordre économique mondial. Nos principaux atouts, que sont la jeunesse et le potentiel d'une économie bleue, constituent le véritable socle de l'émergence de notre pays. La présidence comorienne en exercice de la COI est fière d'encourager les initiatives de l'Association des jeunes entrepreneurs comoriens et se propose d'être le porte-parole de la jeunesse indianocéanique dans tous les fora internationaux ».*



M. Imam Abdillah, OPL des Comores, a animé un atelier sur l'emploi des jeunes et l'économie bleue.

La COI a un rôle moteur à jouer pour la stabilité régionale. Pour Imam Abdillah, président du COPL :

« *Le mandat politique de la COI s'inscrit dans les nouvelles attributions d'une coopération de proximité. Elle est, de fait, un acteur clé de la paix et la stabilité. Cette vision a été impulsée au Sommet des chefs d'État et de gouvernement de Moroni en 2014, réitérée à la retraite ministérielle sur l'avenir de la COI en août 2019 à Moroni et consacrée au 34<sup>ème</sup> Conseil des ministres de mars 2020 aux Seychelles dans l'Accord de Victoria révisé.* »



Bureau de vote à Antananarivo, Madagascar.

Imam Abdillah a ainsi exprimé la volonté unanime des États membres d'œuvrer ensemble à une région stable, prérequis du développement.

#### Parlementaires, femmes, jeunes...

Les représentants des États membres, du Secrétariat général, de l'Agence française de développement et du groupement ECES - CFI ont participé à cet atelier par visioconférence.

« *Le projet « Paix et stabilité » porterait sur les thématiques importantes pour nos États membres. Il s'agit notamment de la prévention et médiation des crises, l'accompagnement des processus électoraux, et un appui plus large à la gouvernance au niveau régional.* »

**Hamada Madi**, Secrétaire général de la COI.

L'action revigorée de la COI en matière de paix, stabilité et gouvernance pourrait s'appuyer sur les parlementaires. À cet égard, le rôle de l'Association des parlementaires des États membres de la COI a été mis en avant. De même, il est attendu qu'un projet régional engage d'autres acteurs nationaux. Parmi, les organes nationaux de gestion électorale, la société civile, les femmes, notamment les élues, les jeunes ou encore les collectivités territoriales.

#### Valeur ajoutée et proximité

L'action conduite par la COI ces dernières années a nettement témoigné de sa valeur ajoutée. En effet, la COI est une organisation régionale de proximité. Ainsi, elle apparaît plus à même de saisir les spécificités et les enjeux dans ses États membres. Aussi, les participants ont échangé sur la forme d'un système pour la prévention des crises. Ils ont aussi débattu d'un mécanisme de dialogue et de promotion de la culture de paix.

Les experts du groupement ECES - CFI ont réalisé et présenté rapport de diagnostic. Cette expertise a bénéficié du soutien de l'AFD.

« *La paix et la stabilité sont l'un des quatre biens communs qui figurent au cœur de l'intervention de l'AFD. Notre accompagnement est donc naturel en complément des actions pour la santé, le climat et la biodiversité* » a indiqué, en substance, André Pouillès-Duplaix, directeur de l'AFD pour Maurice et les Seychelles.

Dès sa prise de fonction en juillet 2016, Hamada Madi a souhaité faire des questions de sécurité, sous toutes ses formes, une priorité de son mandat. Déformation professionnelle sans doute : le Secrétaire général Hamada Madi, ancien président par intérim et ancien Premier ministre, a occupé à plusieurs reprises les fonctions de ministre de la Défense aux Comores.

En quatre ans à la tête du Secrétariat général, Hamada Madi a supervisé et accompagné, avec conviction et diplomatie, les activités de la COI dans des domaines variés conduisant, *in fine*, à renforcer la sécurité régionale.

C'est le cas, notamment, dans le domaine de la sécurité maritime. En étroite collaboration avec la présidence du Conseil des ministres de la COI d'alors, occupée par la République de Maurice, le Secrétaire général a soutenu les activités du programme régional de sécurité maritime, MASE financé par l'UE, qui ont permis de mobiliser plus d'une trentaine d'États et organisations internationales lors de deux conférences ministérielles en 2018 et 2019 à Maurice.

Ce faisant, la COI a créé une dynamique vertueuse pour la sécurité en mer et réussi à mobiliser les États membres de la COI ainsi que le Kenya et Djibouti dans la mise en place d'une architecture régionale de sécurité maritime disposant de deux centres régionaux à Madagascar pour l'échange d'information et aux Seychelles pour la coordination d'actions en mer.

« *Je voudrais rendre hommage à un grand homme, un homme aux multiples talents, un homme de charisme et riche d'expérience, en la personne de M. Hamada Madi Boléro qui, durant ses 4 ans de mandat à la tête du Secrétariat général de la COI, a su hisser notre Organisation à un nouveau palier, dans son évolution institutionnelle. M. Hamada Madi, ancien Président par intérim, ancien Premier ministre ! Au nom de l'Union des Comores et au nom des États membres de la COI, je tiens à vous féliciter. Vous léguerez en héritage une Organisation qui se modernise grâce à votre clairvoyance, votre engagement et votre précieuse contribution.* »

**S.E.M. Souef Mohamed El-Amine**, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de l'Union des Comores, président en exercice du Conseil des ministres de la COI



Dans le domaine de la « sécurité climatique », comme il le dit, le mandat du Secrétaire général est marqué par le processus d'accréditation auprès du Fonds vert pour le climat qui permettra à la COI et ses États membres d'accéder, à terme, à des financements conséquents pour l'adaptation aux effets du changement climatique. Ces quatre dernières années sont également marquées par l'instruction d'une nouvelle génération de projets pour les capacités de négociations climatiques des États membres et le suivi des engagements de l'Accord de Paris sur le climat, pour la résilience côtière, le renforcement des capacités de prévision météorologiques ou encore de gestion des risques de catastrophe. Dans le même temps, la COI a développé un plan d'action régional pour

l'économie bleue, porté la voix des îles d'Afrique sur la scène internationale, promu l'esprit d'entreprise et d'innovation des jeunes et des entrepreneurs en faveur de l'économie circulaire ou encore renforcer la gouvernance des pêches tant au niveau régional que communautaire.

L'action du Secrétaire général a aussi porté sur la sécurité alimentaire. Des consultations de haut niveau ont été tenues avec la FAO et le FIDA permettant de lancer des études techniques dans le cadre du Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnel. Une unité régionale de coordination a d'ailleurs été ouverte, en 2018, à Antananarivo.

Et la sécurité, c'est bien entendu la paix et la stabilité. À cet égard, le Secrétaire général a pu compter sur le soutien actif des différentes présidences du Conseil pour renforcer l'action de l'organisation dans le domaine. Ainsi, la COI, avec la présidence seychelloise du Conseil, a pu organiser des missions d'écoute et de dialogue en prévision des scrutins nationaux à Madagascar et aux Comores en 2018 et 2019. Cette action de proximité renouvelée de la COI a démontré sa valeur ajoutée dans la promotion de la paix et de la stabilité. Conscient de la nécessité d'une action durable de la COI dans le domaine, le Secrétaire général a ainsi porté un plaidoyer auprès des partenaires pour soutenir la réponse de l'organisation aux sollicitations de ses Etats membres. Aussi, Hamada Madi a porté une attention particulière aux discussions avec l'AFD en vue d'un éventuel projet régional « Paix, stabilité et gouvernance ».

Au-delà des questions de sécurité, le mandat de Hamada Madi a été marqué par une dynamique de fond, soutenue par les États membres, en faveur de l'évolution institutionnelle et fonctionnelle de l'organisation. Juriste de formation, Hamada Madi a rapidement noté l'importance de moderniser les textes de la COI pour qu'ils correspondent à la pratique ainsi qu'aux ambitions politiques et stratégiques des États membres. Ce chantier institutionnel est en cours et bénéficie de l'accompagnement actif de la présidence comorienne du Conseil des ministres. En parallèle, la COI a gagné en visibilité, notamment sur les questions de sécurité maritime, et ainsi en attractivité. L'ONU, le Japon et l'Inde ont d'ailleurs rejoint la famille des Observateurs auprès de la COI aux côtés de la Chine, de l'UE, de l'OIF et de l'Ordre de Malte.

Hamada Madi, « Indianocéanien convaincu » comme il le dit, a aussi suivi de près la mise en œuvre de l'action culturelle du Secrétariat général. Lui-même auteur, il a ainsi pris plaisir à soutenir les deux premières éditions du prix Indianocéanie et à suivre l'étude de pré faisabilité d'un projet régional sur les industries culturelles et créatives avec l'AFD.

Le mandat du Secrétaire général, deuxième Comorien à occuper cette fonction, prendra fin à la mi-juillet 2020. C'est Vélayoudom Marimoutou, recteur de l'Académie de La Réunion, qui lui succèdera.

« L'Union des Comores a été honorée, ces quatre dernières années, par l'action menée par l'un de ses dignes fils à la tête du Secrétariat général de notre organisation. Au moment où M. Hamada Madi Boléro s'apprête à passer le flambeau à son successeur, je voudrais, au nom des tous les pays membres de la COI, lui adresser nos sincères remerciements et nos chaleureuses félicitations, pour l'œuvre qu'il a accomplie dans le cadre de la mission que nous lui avons confiée. En effet, durant son mandat, il su mettre sa compétence, son dévouement personnel, son sens du dialogue et du leadership ainsi que ses qualités humaines, au service de notre sous-région, pour lui permettre d'évoluer sur le plan institutionnel et de poursuivre ses nobles objectifs avec plus de persévérance et d'efficacité, dans l'intérêt des peuples respectifs des États membres »

**S.E.M. Azali Assoumani**  
président de l'Union des Comores

1. Arrivée de la mission d'écoute de la COI à Mohéli, février 2019

2. Avec Nicholas Prea, président de l'Assemblée nationale des Seychelles, en visite au siège de la COI en janvier 2019.

3. Investiture du président de la République malagasy, S.E.M. Andry Rajoelina .  
© Présidence de la République de Madagascar

4. Hamada Madi entouré des signataires des Accords régionaux de sécurité maritime.





COMMISSION DE  
L'OcéAN INDIEN

**PRÉSIDENCE COMORIENNE  
DU CONSEIL DES MINISTRES DE LA COI**  
**100 jours d'actions et de solidarité**

Unité de communication - juillet 2020  
[www.commissionoceanindien.org](http://www.commissionoceanindien.org)

